

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 8 mars 2018
(Convocation du 27 février 2018)

Aujourd'hui, le huit mars deux mille dix-huit à 14 heures 30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle n°3 à l'Hôtel du Département des Hautes-Pyrénées sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON et Céline SALLES
Messieurs Paul CARRERE, Gérard CASTET et Bernard POUBLAN

Etaient excusés :

Messieurs Charles PELANNE et Bernard SOUDAR

Secrétaire de séance :

Madame Christiane AUTIGEON

OBJET : Marché / Risques fluviaux - attribution du marché « étude d'opportunité de classement des systèmes d'endiguement du bassin de l'Adour au regard de l'évaluation des coûts de gestion comparativement au bénéfice de la restauration de champs d'expansion des crues »

Exposé des motifs :

La compétence GEMAPI est affectée aux EPCI-FP à compter du 1^{er} janvier 2018. Cette compétence inclut la protection contre les inondations ainsi que la prévention des risques fluviaux, soit le classement et la gestion des systèmes d'endiguement (au sens du décret de 2015) ainsi que la restauration des champs d'expansion des crues.

Sur la majorité du bassin de l'Adour, les syndicats de rivière se sont consacrés jusqu'alors quasi-exclusivement à des actions de gestion des cours d'eau. L'Institution Adour est quasiment la seule collectivité à avoir construit certaines digues, à les avoir réparées et à être reconnue gestionnaire de certaines portions d'entre elles par arrêté de classement (au titre du décret digues de 2007).

La connaissance des ouvrages existant sur le bassin de l'Adour et la portée de leur impact en termes de protection contre les inondations est assez partielle. Or, le calendrier fixé par la réglementation impose que les demandes d'autorisations soient déposées avant le 31 décembre 2019 pour les classes A et B (protégeant plus de 3 000 personnes) et avant le 31 décembre 2021 pour les digues de classe C (protégeant moins de 3 000 personnes).

Afin d'accompagner les collectivités nouvellement compétentes dans l'identification des systèmes d'endiguements et des potentialités de restauration de champs d'expansion de crues, l'Institution Adour a décidé de conduire, en partenariat avec 9 EPCI-FP du bassin de l'Adour, une étude visant à évaluer l'opportunité de classement des systèmes d'endiguement de leur territoire au regard de l'évaluation des coûts de gestion comparativement au bénéfice de la restauration de champs d'expansion des crues.

Afin de choisir le prestataire qui accompagnera la collectivité dans cette mission, une consultation a été lancée avec une limite de dépôt des offres fixée au 23 février 2018 à 12h00. Le coût global de la prestation avait été évalué à 200 000 € TTC.



Dans le cadre de la consultation des entreprises, 4 offres ont été transmises dans les délais, soit une en format papier et 3 par la voix dématérialisée. Les candidats sont les sociétés ARTELIA, ISL Ingénierie, SCE et CACG.

Les critères de jugements mentionnés dans le règlement de consultation sont, pour 60 % l'offre méthodologique proposée, pour 30 % le prix de la prestation et pour 10 % le délais de réalisation de l'étude sachant que ces conclusions devront intervenir avant le 15 septembre 2018 pour permettre éventuellement à certains EPCI d'évaluer en conséquence le produit de la taxe GEMAPI.

L'analyse des offres a permis d'établir le classement des offres suivant :

- 1 - ISL Ingénierie pour un montant de prestation de 103 200 € TTC
- 2 - SCE
- 3 - ARTELIA
- 4 - CACG

LE BUREAU

Après avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

- D'attribuer le marché « étude d'opportunité de classement des systèmes d'endiguement du bassin de l'Adour au regard de l'évaluation des coûts de gestion comparativement au bénéfice de la restauration de champs d'expansion des crues » à ISL Ingénierie pour un montant de 86 000 € HT, soit 103 200 € TTC
- D'autoriser le Président à prendre toutes les décisions relatives à son exécution et à signer les documents afférents

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 8 mars 2018 à Tarbes,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
15 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE